

## Séminaire AlimenTerre 2008 Bilan des rencontres politiques à Bruxelles

### • Rencontre DG Développement :

-Présence : M. Mikos, et M. Contel (DG Dev, B2), Nadjirou Sall, Jules Zongo, Papa Dieye, Ramatou, Diery Gaye.

-Grande ouverture de M. Mikos (son assistant Daniel Contel était un peu plus sur la défensive).

-Intérêt d'avoir des rencontres avec acteurs ruraux du Sud qui ne soient pas seulement la pointe de la pyramide, mais avoir des acteurs de terrain, de différents pays.

→ Souhait manifesté d'institutionnaliser et systématiser des rencontres avec les acteurs du SUD -> à nous à formuler une proposition et une stratégie

-Longue explication du processus de la facilité, et des échéances (2008), avec comme conséquence que ce sont les institutions des NU qui, dans chaque Etat, vont être en charge de l'allocation - très probablement pour des questions de délai, en fonction de leur programmation existante -.

→ Invitation aux OP de l'Afrique de l'Ouest, par l'intermédiaire du ROPPA, à écrire une lettre à la DG Développement - Louis Michel directement cc. Mikos- insistant par rapport à la facilité du milliard et tout autre mécanisme d'aide qui serait mis en place, pour compenser les effets de la crise, ou plus généralement pour le développement, d'y inclure le mécanisme participatif de la société civile et des organisations paysannes (voir formulation de l'Appel de Luxembourg)

-L'évaluation à mi parcours du 10<sup>ième</sup> FED est imminente, c'est là l'occasion de faire valoir la nécessité de ré-orienter les fonds vers l'agriculture. Il revient à chaque Etat bénéficiaire de faire valoir cette nécessité.

-Ouverture sur le soutien de la politique régionale agricole de la CEDEAO, si cela correspond à une demande de la région et des Etats. Effectivement, sans vouloir reproduire la PAC européenne « il pourrait être stratégique d'investir dans ce genre de politique, plutôt que de soutenir des projets/programmes isolés au niveau des pays ».

### • Rencontre au Parlement européen :

-Audition d'une heure

-[Exposé de Djibo Bagna et Madame Gariko](#)

-Questions/réponses des Parlementaires

-> Quoique la nécessité d'appuyer l'installation de politiques agricoles dans les pays africains ait été formulée et que l'insuffisance de l'implication des OP dans les processus de financement de l'UE ait été souligné, le texte de Luxembourg n'a

pas en tant que tel été avancé par les intervenants qui se sont concentrés sur les Accords de partenariat économique. L'affirmation de la nécessité de souscrire à la souveraineté alimentaire a cependant été demandée en fin d'intervention « chaque pays doit pouvoir se nourrir avec ses produits ».

### ● Rencontre avec le CDH :

Les personnes chargées de participer à cette réunion planifiée le 7 octobre à 17h, ont du décommander, étant retenus à la Chambre des députés.

### ● Le Fond belge de Survie :

- Présence : Jean Yves Standaert (FBS), et représentants de la CTB, du FIDA, de la FAO, de la DGCD
- Réunion planifiée en préambule de la journée de discussion sur le prochain programme du FBS.
- Exposé de la situation au Niger, et au Burkina.
- Echanges sur les agro-carburants, la journée du paysan au Niger, la liste des produits sensibles en Afrique de l'ouest.

-Conclusions :

=> Mettre l'accent au niveau local, sur l'importance culturelle de l'alimentation, « on ne peut pas dissocier l'agriculture de la culture » ; importance également des organisations paysannes faïtières dans les programmes d'appui à l'agriculture.

### ● Rencontre ECOLO

- Présence : Isabelle Durant (Présidente), et Hubert Bedoret (Conseiller politique)
- Introduction par Anne-Marie Tasiaux : notamment : « la PAC doit privilégier la souveraineté alimentaire et malheureusement elle n'a pas une vision de l'agriculture qui défende suffisamment les paysans ».
- Objectif : dépasser le consensus : souveraineté alimentaire, agriculture durable...

-Conclusions :

=> Par rapport au programme ECOLO, la Souveraineté alimentaire est une priorité, qu'ils cherchent à voir se retrouver au niveau européen (pas évident avec les nouveaux Etats membres). A cet égard, SOS Faim s'est engagé via Glopolis à faire transmettre l'appel de Luxembourg, aux Verts en Tchéquie.

=> Information reçue au sujet du Nord, et au volet développement durable de la PAC, et Assurance :

- les assurances ne paieront pas , elles n'accepteront pas de monter au créneau, et compenser l'absence de régulation et de norme.
- ECOLO est dans la dynamique d'interpellation des ministres sur le respect de la Souveraineté alimentaire - cette démarche et ses résultats nous seront communiqués.
- sur l'initiative de l'observatoire des prix et du découpage objectif des marges, le processus est compliqué. Au niveau belge, il n'y a pas de consensus sur un processus d'étiquetage qui permettrait une traçabilité des marges.

- Visite d'Isabelle Durant au Niger, aux alentours du 23 octobre (visite non professionnelle). Un rendez vous avec la PFPN doit être planifié

### ● Rencontre MR

-Présence : Sabine La Ruelle (Min Agriculture), John Cornet D'Elzius (Cellule stratégique coopération), Caroline Cassart (Députée régionale wallonne), Valérie Debue (Députée fédérale, Jean Renaud (Cellule stratégique Agriculture).

-Point positif : présence de la FWA et FUGEA, avec les OP du Sud a été soulignée.

-La ministre a clairement fait état :

- Du fait qu'il faut éviter de simplifier et tirer des conclusions hâtives.
- Des problèmes de gouvernance au Sud
- De la nécessité de protéger les marchés et un système de barrières douanières est nécessaire. « je suis pour les instruments de gestion de l'offre ».
  - Par rapport au Sud, sur le concept de produits sensibles, « on est prêt à aller loin », mais il faut que les pays avancent sur leur liste et consentent à ne pas tout y mettre.
  - Par rapport au Nord, sur les quotas, le MR y est favorable, mais la Flandre n'est pas pour ! « Si vous avez des amis flamands, il est temps de les convaincre ».
- De la nécessité d'avoir une régulation au niveau mondial - regrette l'échec des négociations de l'OMC, et croit que c'est le meilleur espace où cette régulation peut/pourrait avoir lieu. On ne négocie pas du commerce en dehors de l'OMC, or que l'on le veuille ou pas, l'agriculture ne peut pas être totalement dissociée du commerce. Mais pas d'accord vaut mieux qu'un mauvais accord.
- De son adhésion au concept de souveraineté alimentaire - entendu comme le droit de « fixer des règles »
- Position belge et européenne à Genève :
  - Politiques d'aide ne peuvent être préjudiciables aux pays du Sud
  - Arrêt des subventions aux exportations ; on doit pouvoir reconnaître aux pays le droit d'assumer l'alimentation de leurs populations
  - Droit pour les pays du Sud à se protéger (« on était prêt à aller très loin sur les produits spéciaux »)
  - Droit à normes élevées pour les importations tant du Sud que du Nord

-Mais aussi :

- Ce ne sont pas les 2% de terres en Belgique (Wallonie ?) consacrées en Belgique aux agro-carburants, qui vont avoir une influence sur la situation (qui plus est, ce sont les terres qui avant étaient consacrées à la jachère.
- Le lait : !! c'est un produit d'appel pour les grandes surfaces en Belgique et donc forcément le produit par

excellence sur lequel les intermédiaires exercent une pression à la baisse, et les grandes surfaces bradent les prix aux consommateurs

- Sur le droit de produire sans OGM et les protéines végétale- elle souhaite que l'on pousse la réflexion sur la destruction des protéines animales - sans vraiment répondre à la demande de soutien d'une politique de protéines végétales - sauf à répondre que l'aide directe pour le colza a dû être supprimée sous prétexte d'être distorsif sur le marché mondial. Pas d'opposition de principe aux OGM.

### **● Rencontre avec le PS :**

- Présence : Véronique Jamouille (Commission DVP, du PS), Philippe Detheux, Benjamin Van Cutsem (Collaborateur PS au Sénat ), et un représentant de la DGCD
- Intervention du PS sur les aspects de spéculations financières sur les produits alimentaires
- Dépasser le consensus sur l'importance de la souveraineté alimentaire et l'association de la société civile au processus.
- Exposé des principaux axes de la déclaration de Luxembourg
- Dialogue sur l'implication des OP dans les processus d'aide, entre les mots et les faits...
- Il y a une volonté de renforcer la présence de la Belgique au sein des institutions internationales (FAO, FIDA, PAM...) - Une des revendications pourrait être une plus forte implication des organisations paysannes dans les processus mis en œuvre par ces institutions. Car, même si sur papier, la consultation des Acteurs non étatiques est de mise, concrètement, on en voit pas le résultat.

### **● Suite des activités :**

-Par rapport aux Partis :

- remercier pour l'échange et dans le même temps
- demander une confirmation des engagements et déclarations
- quid d'inscrire également la pétition dans ce courrier, et le soutien de la population ??

-Continuer à interpellier :

- La Belgique s'est mobilisée pour compenser les travers de la crise financière en faveur des petits épargnants, quid des producteurs - sujets à la volatilité des prix?